



Informations du Guatemala

2ème année - n° 59

du 11 au 17 février 1984

POLITIQUE.

- Violence officielle contre les partis politiques.
- Pessimisme et découragement.
- On demande la démission du ministre de l'Intérieur.
- Les démocrates nord-américains ont posé des conditions pour l'aide militaire.
- Frederick Chapin est déplacé.

ECONOMIE.

- L'initiative privée dénonce la corruption gouvernementale.
- Le F.M.I. met en doute le régime guatémaltèque.

INSURRECTION.

- F.A.R. : plusieurs attaques contre des convois militaires.
- Affrontements à l'ouest.
- Une radio-patrouille est attaquée dans la capitale.

DROITS DE L'HOMME.

- Des disparus entre les mains de la police.
- Assassinats et tortures dans le département de San Marcos.
- 1.119 personnes ont été capturées en quatre jours.
- Violence contre des familles.
- Un condamné par les T.F.E. est assassiné en prison.
- Non-respect des droits de l'homme : A.E.U.
- La police séquestre puis libère un syndicaliste.

POLITIQUE

VIOLENCE OFFICIELLE CONTRE LES PARTIS POLITIQUES.

26 dirigeants et militants de partis politiques ont été enlevés puis ont disparu et l'un d'entre eux a été assassiné par les forces de sécurité du gouvernement durant la première quinzaine de février.

"Dans le Quiché, Totonicapan et Quetzaltenango plus de 25 de nos coreligionnaires ont été séquestrés dans les derniers jours" a assuré, le 11 février, Vinicio CERESO, secrétaire général de la Démocratie chrétienne qui a attribué les faits à "des troupes, des délégués militaires et des hommes vêtus en civil, probablement des patrouilles civiles".

José Antonio PARADA, secrétaire du Mouvement de Libération Nationale (MLN) d'extrême-droite dans la commune de Villanueva, près de la capitale, a été violemment tiré de sa résidence le 14 février par des hommes fortement armés. Le MLN demande au gouvernement de retrouver son militant, vivant.

Entretemps, le Comité pour la Formation du Parti Fuerza Nueva, de tendance social-démocrate, a publié un communiqué de protestation contre l'assassinat de son dirigeant Jorge GALVEZ LOAIZA dont le cadavre a été retrouvé le 10 février dans la capitale guatémaltèque après qu'il ait été enlevé. Le corps portait des traces de torture et des impacts de balles.

PESSIMISME ET DECOURAGEMENT.

Plusieurs secteurs politiques ont manifesté le 12 février leur pessimisme et leur découragement face au prochain processus électoral, étant donné l'augmentation de la violence officielle.

"Les conditions qui continuent de prévaloir (...) ne sont pas les plus adéquates pour aller vers une ouverture démocratique dans laquelle nombre d'entre nous ont mis leurs espoirs" a déclaré Carlos GHELERT MATA, secrétaire général du Parti Social Chrétien qui a condamné "la coercition morale, psychologique et même matérielle" exercée par les fonctionnaires publics sur les citoyens.

"Diario Grafico" fait observer que les derniers faits de violence prenaient l'allure "d'un abus de pouvoir, de la corruption, de la violence généralisée et du non-respect des droits de l'homme" qui ont caractérisé la présidence de Lucas GARCIA (1978-1982) et a souligné qu'ils contribuent "à faire perdre toute crédibilité au processus électoral".

D'autres groupes politiques se sont exprimés dans les mêmes termes. La Centrale Authentique Nationaliste, d'extrême-droite, a demandé au gouvernement des éclaircissements au sujet des faits de violence "qui jouissent d'une impunité honteuse" et de faire quelque chose contre l'escalade de la violence.

/...

ON DEMANDE LA DEMISSION DU MINISTRE DE L'INTERIEUR.

La démocratie chrétienne guatémaltèque (D.C.G.) a exigé, le 10 février, du gouvernement la démission du ministre de l'intérieur, Adolfo LOPEZ SANDOVAL, à cause de "sa négligence et de son irresponsabilité" face à la vague de violence que vit le pays.

Vinicio CEREZO AREVALO, secrétaire général du parti, a déclaré le 11 février que le ministre de l'intérieur "n'a pas l'autorité ni le pouvoir suffisants pour prendre des décisions puisque celui qui commande, en réalité, dans ce ministère c'est le directeur de la police, le colonel Hector BOL DE LA CRUZ".

De son côté, le mouvement de Libération Nationale a appuyé le 13 février la pétition de la démocratie chrétienne et a exigé, en outre, la démission du chancelier Fernando ANDRADE DIAZ-DURAN et de l'ambassadeur du Guatemala à Washington, Federico FASHEN ORTEGA.

"Le gouvernement guatémaltèque a besoin de crédibilité interne et externe il semble pourtant qu'il soit aujourd'hui sur le chemin d'une crise profonde, provoquée par les erreurs et le peu d'aptitude à diriger le pays" a assuré Mario SANDOVAL ALARCON, leader principal du M.L.N.

Le ministre de l'intérieur s'est montré surpris par la demande de sa démission qui a qualifiée de "peu nationaliste".

Néanmoins, le colonel Pablo NUILA HUB, secrétaire de presse de la présidence a déclaré : "En réalité, le ministre de l'intérieur n'est pas responsable des faits de violence qui se succèdent dans le pays parce qu'il n'est pas de son devoir de les connaître vu qu'il a d'autres problèmes plus importants à traiter".

Selon la législation actuellement en vigueur au Guatemala le ministre de l'intérieur doit "exercer des fonctions de contrôle, vigilance, inspection, supervision et juridiction" sur la police nationale et sur l'organe judiciaire.

LA VIOLENCE MET EN DANGER LE PROCESSUS ELECTORAL.

Arturo HERBRUGER ASTURIAS, président du Tribunal suprême électoral, a affirmé le 10 février que la situation de violence que vit le pays pourrait affecter le processus électoral et que l'on pourrait repousser les élections pour l'Assemblée Nationale constituante. "Même les politiciens ont peur" a dit HERBRUGER.

Les 14 et 15 février des bruits ont couru selon lesquels HERBRUGER ASTURIAS renoncerait à son poste.

/...

Pourtant, le général Oscar MEJIA VICTORES, chef de l'état, a assuré le 13 février que le processus électoral se poursuivrait malgré la vague d'enlèvements et d'assassinats qui secoue le Guatemala.

De son côté, le centre d'études politiques (CEDEP), qui a réalisé une rencontre politique, a signalé le 15 que "si les autorités veulent donner une quelconque crédibilité aux élections elles doivent éviter l'augmentation de la violence".

Les groupes politiques qui ont participé à la rencontre du CEDEP --entre lesquels la démocratie chrétienne, le parti social chrétien, Fuerza Nueva, le parti révolutionnaire et le parti national rénovateur-- ont été d'accord pour souligner qu'il y aurait des fraudes durant les élections.

LES DEMOCRATES NORD-AMERICAINS POSENT DES CONDITIONS POUR L'AIDE MILITAIRE.

"Le parti démocrate mettra pour condition à l'aide militaire au Guatemala l'amélioration du respect des droits de l'homme" a affirmé le 13 février le sénateur démocrate Dennis DECONSINNI, qui est venu visiter le pays.

Se référant à la vente de pièces détachées pour les hélicoptères et certaines armes au Guatemala, accordée par les U.S.A. au mois de janvier dernier, DECONSINNI a précisé qu'il s'agissait "d'une décision du pouvoir exécutif qui n'avait pas été votée par le Congrès".

En ce qui concerne l'aide économique des Etats-Unis à l'Amérique Centrale recommandée par le rapport Kissinger, le sénateur a déclaré : "Ce sont les efforts du Guatemala et aussi des autres pays de cette zone qui pourront d'abord rétablir l'économie locale ; ce sont eux qui la responsabilité la plus grande".

FREDERICK CHAPIN EST DEPLACE.

L'ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Frederick CHAPIN, a annoncé le 12 février que sa mission diplomatique dans le pays se terminerait à la fin de ce mois.

"Voici deux ans et demi que je me trouve ici et maintenant on me déplace" a déclaré CHAPIN qui a également indiqué que son changement est une "procédure normale".

Selon des informations non officielles il semblerait que, durant les derniers mois, CHAPIN ait eu de fréquents accrochages avec le général MEJIA VICTORES et avec d'autres chefs militaires et fonctionnaires du gouvernement du fait du refus des autorités d'améliorer le respect des droits de l'homme dans le pays.

Bien que l'ambassadeur démis n'ait pas parlé de son successeur, des sources journalistiques nord-américaines ont parlé le mois dernier de Harry SHLAUDEMANN, un vieux diplomate, en tant que futur chef de la mission diplomatique au Guatemala.

ECONOMIE

L'INITIATIVE PRIVEE DENONCE LA CORRUPTION GOUVERNEMENTALE.

Le Centre de recherches économiques nationales (C.I.E.N.), entité dépendante des associations patronales de l'initiative privée, a mis en doute l'honnêteté gouvernementale dans son analyse du fond et de la forme du budget des dépenses de la nation pour 1984.

"Le budget général des dépenses de la nation est un chef d'oeuvre de l'art de déguiser les chiffres ; pour ce faire le ministère des finances a utilisé tous les moyens concevables" soutient le CIEN dans le numéro le plus récent de sa publication : "Carte Economique Mensuelle d'Information".

Selon le CIEN 55 % du budget serait destiné à "la corruption, la démocratie, la dette, le gaspillage et les dépenses confidentielles."

Le budget, contrairement à ce qui est inscrit dans la loi, n'a pas été publié et seuls quelques hauts fonctionnaires l'ont en leur possession, ajoute la publication.

De l'avis de CIEN ce qu'il y a de plus choquant dans le budget ce sont les "dépenses confidentielles" qui doivent servir pour payer les membres des groupes paramilitaires et les escadrons de la mort créés au sein du gouvernement, pour soutenir aussi des prisons clandestines et pour suborner "des députés, des politiciens, des journalistes, des triumvirats, des leaders syndicaux et certains dirigeants d'entreprises".

LE F.M.I. MET EN DOUTE LE REGIME GUATEMALTEQUE.

Une mission du Fond Monétaire International (F.M.I.) visitera le Guatemala au mois de mars prochain pour pratiquer une vérification de l'usage des fonds d'assistance financière accordés au pays.

Le 31 août 1983 le F.M.I. a accordé au régime guatémaltèque un crédit de 125 millions de dollars destinés à "renforcer la balance des paiements".

Selon des sources non officielles il semble que l'organisme de crédit est en train de douter de l'application correcte des points qui règlent l'accord passé et de soupçonner que les fonds sont justifiés de façon artificielle alors qu'ils seraient dédiés à des actions anti-insurrectionnelles.

INSURRECTION

F.A.R. : PLUSIEURS ATTAQUES CONTRE DES CONVOIS MILITAIRES.

Plusieurs actions insurrectionnelles ont été réalisées durant la deuxième semaine de février dans le département du Peten (région nord) par les Forces Armées Rebelles (F.A.R.), l'une des quatre organisations qui intègrent l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (U.R.N.G.).

Le 8 février les F.A.R. ont causé un nombre indéterminé de pertes à des troupes gouvernementales et ont détruit deux camions militaires lors d'une embuscade et d'un harcèlement contre des convois militaires ; ceux-ci ont été attaqués au moyen de mines Claymore et au fusil, selon un communiqué de ladite organisation.

Les F.A.R. ont également incendié deux camions-citernes, propriété du gouvernement, sur un tronçon de la route entre Flores et Poptun, toujours dans le Peten où les insurgés ont paralysés le trafic durant deux heures.

AFFRONTEMENTS DANS LA REGION OUEST.

Un choc armé entre des insurgés et des troupes officielles a eu lieu le 14 février dans la propriété Las Delicias, commune de Nuevo Progreso, département de San Marcos, à l'ouest du pays.

Dans cette région opère l'Organisation du Peuple en Armes (O.R.P.A.), membre de la U.R.N.G.

Un rapport officiel de l'armée fait état de la mort d'un rebelle. Jusqu'à présent on ne connaît pas la version de l'O.R.P.A.

UNE RADIO-PATROUILLE EST ATTAQUEE DANS LA CAPITALE.

Le bureau de presse de la police nationale a signalé qu'un agent a été gravement blessé le 14 lors de l'attaque d'une radio-patrouille dans la capitale. Le véhicule policier a été considérablement endommagé.

DROITS DE L'HOMME

DES DISPARUS ENTRE LES MAINS DE LA POLICE.

La police nationale a en son pouvoir environ 100 personnes, capturées depuis le mois de mars 1983 et qui, jusqu'à présent, étaient considérées comme des enlevés/disparus, a admis le 14 février le colonel Hector BOL DE LA CRUZ, directeur général de l'institution citée.

BOL DE LA CRUZ a dit que ceci avait été établi "après une minutieuse investigation dans les archives de l'institution" et il a ajouté que la capture de ces personnes avaient été faite à la demande des tribunaux de justice car il y avait des plaintes à leur encontre.

Néanmoins, l'organisme judiciaire a assuré que, dans la liste fournie par la police, il y avait ordre de capture seulement contre 40 personnes dont aucune n'a été détenue selon les termes de la loi.

/...

L'annonce faite par BOL DE LA CRUZ a causé surprise et indignation dans tous les secteurs sociaux et politiques puisqu'elle confirme la responsabilité des forces de sécurité par rapport aux faits de violence.

Francisco CACERES, un politicien d'extrême-droite, a déclaré le 15 février : "Comment est-il possible que, après de multiples demandes de présentation personnelle, ayant toutes eu des résultats négatifs, ces gens apparaissent maintenant comme étant détenus par la police ? La violation des droits de l'homme est claire."

Les informations télévisées "Ici le Monde", liées à des secteurs de l'initiative privée, a exigé le 15 février du gouvernement le châtime des responsables. "Si le ministère public et le gouvernement veulent garder un minimum de crédibilité, ils doivent juger les coupables" a dit "Ici le Monde".

De son côté, le ministre de l'intérieur a exprimé le 15 février que : "Il est lamentable de voir de telles choses mais il faut reconnaître qu'il existe des abus et des actions illégales de la part des forces de sécurité du gouvernement".

ASSASSINATS ET TORTURES DANS LE DEPARTEMENT DE SAN MARCOS.

Des habitants de plusieurs villages des communes de Sibinal et Tacana, dans le département de San Marcos, ont dénoncé le fait que plusieurs cadavres torturés, égorgés et brûlés ont été trouvés durant les derniers jours dans la région, soit jetés sur les routes, soit pendus aux arbres, selon une information donnée par le journal "El Independiente".

Les déclarants ont signalé que les victimes étaient des commerçants et des émigrants qui étaient arrivés dans la région et ils ont précisé que le dernier cas a été celui de MORALES HERNANDEZ, un commerçant en chaussures que ses bourreaux ont pendu à un arbre puis qu'ils ont brûlé alors qu'il était encore vivant.

Ces faits ont eu lieu dans les alentours du quartier militaire de Sibinal et de la caserne de la garde civile de Tacana que les gens des alentours rendent responsables de cette nouvelle vague de violence.

1.119 PERSONNES ONT ETE CAPTUREES EN 4 JOURS.

1.119 personnes, dont des enfants, ont été capturées en tant que "suspectes" entre le 10 et le 13 février lors de rafles massives réalisées par les forces de sécurité du gouvernement dans différentes parties du pays.

Mario RAMIREZ RUIZ, porte-parole de la police nationale, a déclaré le 13 février que la police avait réalisé une vaste opération de contrôle dans tout le pays "avec l'aide de ses 11 corps et de toutes les casernes" et il a assuré que de telles opérations allaient se reproduire.

/...

Les informations "Teleprensa", se référant aux opérations policières, ont fait savoir que, parmi les détenus, se trouvaient des femmes et des enfants entre 10 et 15 ans.

VIOLENCE CONTRE DES FAMILLES.

Plusieurs familles ont été victimes de la violence officielle entre le 11 et le 17 février.

La famille GARCIA POLANCO a été mitraillée le 11 février par des forces du gouvernement qui ont envahi sa résidence, dans le village de Las Playas, département de Jutiapa (est du pays). De ce fait Eduardo GARCIA PEREZ et Joaquin GARCIA POLANCO, de 65 et 26 ans, respectivement, sont morts. L'épouse du premier et mère du second a été transportée dans un état désespéré vers le centre hospitalier de la région.

Le même jour, dans la colonie San José Las Rosas, commune de Mixco, près de la capitale, le ménage ORTIZ et leurs deux enfants ont été brutalement arrachés à leur maison par les forces du gouvernement, devant de nombreux témoins. La même chose est arrivée à la famille MOGOLLON AREVALO, dans la zone résidentielle de la capitale.

A El Tumbador, département de San Marcos, Augusto CONSTANTINO LOPEZ et son fils ont été séquestrés tandis que à Escuintla, Martin UEVEDO et son fils, Lionel QUEVEDO, ont été mitraillés.

L'ex-acteurs nord-américain, Robert CARROLL HOUSER, et son épouse, Gabriela MANSILLA, guatémaltèque, ont été assassinés par des hommes fortement armés qui ont tiré sur eux le 12 février dernier alors qu'ils voyageaient en automobile près du Lac Amatitlan, à trente kilomètres au sud de la capitale.

UN CONDAMNE PAR LES T.F.E. EST ASSASSINE EN PRISON.

Byron LUNA, un prisonnier politique qui avait été condamné par les tribunaux d'exception --aujourd'hui abolis-- à 300 mois de prison a été trouvé poignardé dans la ferme pénitentiaire de Pavon.

Le 26 janvier les détenus de Pavon s'étaient mutinés pour protester contre les amendes indûes, les mauvais traitements, les tortures, les coercitions, les menaces de mort et la mauvaise alimentation dont ils souffrent dans ledit centre pénitentiaire. Durant plusieurs heures les détenus ont endommagés les installations et ont exigé la démission de l'inspecteur Belzazar Argueta.

Le 27 janvier, les détenus Osvaldo RODRIGUEZ TREJO et Edwain René MADRID FLORES ont intenté une action judiciaire formelle contre le sous-directeur de la ferme-prison, connu sous le nom du "Lieutenant Sandoval" et contre le maire Higinio LAZ, pour torture, coercition et menace de mort.

/...

NON-RESPECT DES DROITS DE L'HOMME : A.E.U.

"Dans le pays règne la violence, la pauvreté et l'exploitation" a affirmé un communiqué de l'Association d'Etudiants Universitaires (A.E.U.) le 13 février.

"Face à l'enlèvement de nombreux citoyens en plein jour, tant dans la capitale qu'en province, il est impossible d'accepter l'idée qu'au Guatemala les droits de l'homme seraient respectés" a souligné l'association étudiante qui fait porter au gouvernement la responsabilité pour cette situation de violence.

LA POLICE SEQUESTRE PUIS LIBERE UN SYNDICALISTE.

Sergio ALDANA GALVAN, secrétaire général du syndicat des travailleurs de la revue "Prensa Libre" a été enlevé le 11 février dans la capitale guatémaltèque ont fait savoir des organisations syndicales du pays et des organes de presse.

ALDANA GALVAN a été appréhendé alors qu'il allait se réunir avec les travailleurs de l'entreprise de distribution des revues du Guatemala, qui avaient fait des revendications pour améliorer leurs conditions de travail devant le juge du travail.

ALDANA GALVAN a été libéré dans la nuit du 15 février par ses kidnappeurs qu'il a identifiés comme appartenant à la police nationale.

Durant les deux dernières semaines, quatre dirigeants syndicaux au moins ont été enlevés par les forces de sécurité du gouvernement.

De son côté, le ministre du travail et de la sécurité sociale, Carlos PADILLA NATARENO, a --le 15 février-- demandé publiquement aux syndicalistes du pays de s'abstenir de participer à des actes partisans "pour ne pas en subir les conséquences lamentables".